



DEPUIS 2012, LES SOCIALISTES ET LA GAUCHE AGISSENT POUR REDRESSER NOTRE PAYS, RENFORCER LES PROTECTIONS ET OUVRIR DE NOUVEAUX DROITS. LES RÉFORMES ENGAGÉES PORTENT AUJOURD'HUI LEURS FRUITS.

# UNE NOUVELLE AMBITION POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

COOPÉRATION INTERNATIONALE

## LE DIAGNOSTIC

En un quart de siècle, le nombre de personnes dans le monde vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a été divisé par deux. Et depuis 2000, l'aide publique au développement a augmenté de 66%. Cependant, pour relever les défis des quinze prochaines années, les moyens consacrés à l'aide publique au développement sont insuffisants.

## QUELLE MÉTHODE ?

Une loi d'orientation et de programmation, la première de notre histoire, promulguée en juillet 2014, et des engagements internationaux (ex : les Objectifs de développement durable signés en septembre 2015).

## ÉLÉMENTS CLÉS

- ▶ **+ 4 MILLIARDS D'EUROS DE FINANCEMENTS PUBLICS** d'ici à 2020, sous forme de prêts de l'Aide Publique au Développement en faveur du développement durable, dont la moitié en faveur de la lutte contre le changement climatique.
- ▶ **+ 400 MILLIONS D'EUROS DE DONS** d'ici à 2020.
- ▶ **20 MDS € D'AIDES ET D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS** pour l'Afrique d'ici 2018.
- ▶ **1 MD \$ POUR LE FONDS VERT** pour le climat pour la période 2015-2018.
- ▶ **UN ENGAGEMENT CONTINU** sur le front des grandes pandémies, en particulier aux côtés du Fonds mondial pour la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme (360M€ versés chaque année), et de Gavi, l'Alliance du vaccin (avec 250M€ annoncés en janvier dernier).
- ▶ **PLUS DE 200 M €/AN DE TAXE DE SOLIDARITÉ** sur les billets d'avion et une part croissante de la taxe sur les transactions financières française (60 M€ en 2013, 100 M€ en 2014, 140 M€ prévus pour 2015) ont ainsi été affectés au développement en 2014.
- ▶ **UN RAPPROCHEMENT DE L'AGENCE FRANÇAISE DU DÉVELOPPEMENT (AFD) ET DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC)** sera initié pour créer un grand pôle financier public. Les fonds propres de l'AFD sont doublés dès 2016 et un objectif d'accroissement d'activité de 50% est visé. Un guichet unique de financement à destination des collectivités territoriales engagées dans la coopération internationale sera créé.

## DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Dès 2012, les premières mesures en faveur d'une meilleure progressivité du système fiscal ont été mises en œuvre. En 2013, le gel du barème qui défavorisait les classes moyennes et populaires est supprimé. En 2015, le gouvernement a baissé les impôts pour les plus modestes.

## LE SENS DE NOTRE ACTION

Pour les socialistes, dans un contexte de multiples engagements et défis – climatique, migratoire, alimentaire, de santé – l'aide publique au développement est un outil majeur d'action et de coopération. À ce titre, il faut s'assurer que les moyens aillent d'abord là où ils sont les plus nécessaires.

## QUI EST CONCERNÉ ?

Les acteurs du développement (AFD, administrations de l'État, ONG, collectivités territoriales), les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés.

## QUELS OBJECTIFS ?

- ▶ **RELEVER LE NIVEAU DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT NATIONALE** pour atteindre l'engagement des 0,7 % d'ici à 2030.
- ▶ **CONSTRUIRE UNE POLITIQUE DE FINANCEMENT** du développement dans lequel tous les acteurs sont responsabilisés et jouent leur rôle, grâce à une nouvelle méthode, plus rationnelle via France expertise, plus qualitative en promouvant l'économie sociale et solidaire et la responsabilité sociale des entreprises (RSE), plus efficace et plus transparente..

## QUELS RÉSULTATS ?

En 2015, l'aide publique au développement de la France s'élève à **8,3 MILLIARDS D'EUROS**, contre 8 milliards d'euros en 2014. La France est le 5<sup>e</sup> bailleur mondial.

La part des Pays les Moins Avancés (PMA) dans l'aide bilatérale de la France s'établit à près de 22%, soit 3 points de plus qu'en 2014.

Entre 2013 et 2015, l'Aide Publique au Développement a contribué à la scolarisation de **2,6 MILLIONS D'ENFANTS AU PRIMAIRE ET AU COLLÈGE**, à l'accès de **3,8 MILLIONS DE PERSONNES À UNE SOURCE PÉRENNE D'EAU POTABLE**, et a soutenu **LE DÉVELOPPEMENT DE 150 000 PETITES ENTREPRISES**.

DÉVELOPPEMENT  
SANTÉ  
SOLIDARITÉ  
INTERNATIONAL

OBJECTIFS

0,7%   
RELEVER LE NIVEAU DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT NATIONALE POUR ATTEINDRE L'ENGAGEMENT DES 0,7 % D'ICI À 2030

POUR QUI ?


 LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ET EN PARTICULIER LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

COMMENT ?

4 MILLIARDS €   
DE FINANCEMENTS PUBLICS D'ICI À 2020

200 MILLIONS €/AN   
DE TAXE DE SOLIDARITÉ SUR LES BILLETS D'AVION

 LES FONDS PROPRES DE L'AFD DOUBLÉS DÈS 2016 ET UN OBJECTIF D'ACCROISSEMENT D'ACTIVITÉ DE 50% VISÉ

 UN ENGAGEMENT CONTINU SUR LE FRONT DES GRANDES PANDÉMIES, EN PARTICULIER AUX CÔTÉS DU FONDS MONDIAL POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME



RÉSULTATS


EN 2015

8,3 MILLIARDS € 

D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

ENTRE 2013 ET 2015

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT A CONTRIBUÉ À

2,6 MILLIONS ENFANTS 

SCOLARISATION AU PRIMAIRE ET AU COLLÈGE

3,8 MILLIONS PERSONNES 

L'ACCÈS À UNE SOURCE PÉRENNE D'EAU POTABLE

150 000 PETITES ENTREPRISES 

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT

 LA FRANCE EST LE 5<sup>E</sup> BAILLEUR MONDIAL